

**Tribune. Discussion a propos de la communication de J. Marczewski «
Inflation et chômage, analyse quantitative, méthodologie statistique »**

Journal de la société statistique de Paris, tome 119, n° 1 (1978), p. 75-77

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1978__119_1_75_0

© Société de statistique de Paris, 1978, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

III

TRIBUNE

DISCUSSION A PROPOS DE LA COMMUNICATION DE J. MARCZEWSKI « INFLATION ET CHOMAGE, ANALYSE QUANTITATIVE, MÉTHODOLOGIE STATISTIQUE » (1)

(Communication faite le 28 juin 1977 devant les Sociétés de statistique de Paris et de France)

M. FOURASTIÉ. — M. Fourastié rend hommage à l'ensemble du travail accompli par M. Marczewski, et à l'importance des informations qu'il apporte.

Il pose les deux questions suivantes : 1) Comment peut-on prouver d'une façon décisive que les hausses des salaires en France anticipent les hausses de prix et de productivité (alors que la majorité des salariés pensent que c'est l'inverse)? — 2) Comment se prouve le fait que la baisse de l'emploi dans les industries à haute productivité est le fait de l'inflation?

Réponse. — 1. Comme le montre le tableau 4 de ma communication (2), la charge salariale moyenne par travailleur (salaire brut plus charges salariales) a augmenté entre 1966 et 1975 à un taux annuel moyen de 11,5 %. Pendant la même période l'indice des prix à la consommation de l'I. N. S. E. E. augmentait à un taux annuel moyen de 6,5 % et le pouvoir d'achat des travailleurs s'améliorait à un taux annuel moyen de 4,7 %. En aucune année de la décennie considérée, la progression des prix à la consommation n'a dépassé celle des salaires. Pendant 9 ans elle a été inférieure de plus de 40 % et quelquefois de plus de 50 % à la progression des salaires. C'est seulement en 1974 que, sous l'effet de la hausse des matières importées, elle a atteint exceptionnellement 76 % de la hausse des salaires. Mais, déjà en 1975, elle est retombée à 56 %. L'avance des salaires sur les prix a dépassé largement les progrès de la productivité. Comme le montre le tableau 5 de ma communication (3), la progression moyenne du coût salarial par unité produite a été supérieure à celle du prix à la production de 1,4 % l'an, entre 1959 et 1969, de 0,2 % l'an entre 1969 et 1973, de 1 % en 1974 et de 6 % en 1975.

2. La baisse de l'emploi dans les industries à haute productivité est le fait de l'inflation au moins pour deux raisons :

1° L'avance permanente et considérable de la hausse des salaires sur la productivité apparente du travail a obligé les entreprises à accélérer la substitution du capital au travail.

1. Communication publiée dans le Journal de la Société de statistique de Paris n° 4, 1977.

2. Cf. Marczewski, *Inflation et chômage en France, explication quantitative*, Éditions Economica, Paris, 1977, pp. 4 et 21.

3. Cf. *op. cit.*, p. 105.

Si elles ne l'avaient pas fait, elles auraient été éliminées du marché par la concurrence des pays dont les salaires augmentaient moins vite. Il en est résulté un très fort accroissement de la productivité apparente du travail qui, pour les branches en question était comprise, pendant la période étudiée, entre 5,7 et 8,8 % l'an. Pour que les effectifs de ces branches ne diminuent pas, il faudrait que les ventes augmentent à un taux au moins égal. Cela impliquerait une hausse des coûts de production français nettement inférieure à celle des concurrents les plus compétitifs.

2° A l'exception des courtes périodes qui ont suivi la dévaluation de 1969 et la hausse exogène des prix du pétrole et des matières premières importées en 1973-1974, les coûts de production français, et en particulier les salaires et les frais financiers, ont augmenté nettement plus vite que ceux de nos concurrents étrangers les plus compétitifs.

M. ROUGE. — Monsieur le Professeur, le vaste tableau que vous dressez de la situation économique me suggère deux questions.

1° Vous faites de l'accroissement des coûts salariaux la cause de l'accélération de l'investissement, cet investissement qui est une des causes de l'inflation.

Ne peut-on pas se demander si en l'absence de croissance des coûts salariaux, les investissements n'auraient pas été les mêmes du simple fait de la concurrence entre entreprises?

2° Si la croissance des coûts salariaux est la cause de l'investissement n'est-il pas étonnant que ce soient les branches à fort coefficient capitalistique, dans lesquelles la part des salaires est la plus faible par rapport aux autres coûts, qui soient celles où les investissements augmentent le plus et celles où l'emploi diminue; alors qu'au contraire, comme vous le faites remarquer, ce sont dans les secteurs à faible investissement et productivité, et à coûts salariaux importants que l'emploi augmente?

Réponse. — 1. Non, l'investissement en tant que tel n'est pas une cause de l'inflation lorsqu'il est vraiment productif et lorsque sa proportion dans le produit intérieur ne subit pas de variations brutales (1). On ne peut pas prétendre non plus qu'il ait été, dans l'ensemble, trop fort. Mais, en l'absence de croissance excessive des coûts salariaux, il aurait été mieux orienté et plus efficace (2).

2. Entre 1952 et 1973, l'augmentation de la formation brute de capital fixe par travailleur a été la plus rapide dans l'agriculture, les industries de consommation, les industries intermédiaires et les industries d'équipement (3). Parmi ces branches, seule l'agriculture supporte un coût salarial dont la proportion dans la valeur ajoutée est inférieure à la moyenne de l'ensemble des branches (4). Dans la mesure où l'agriculture produit des excédents invendables, il y a bien un investissement mais il est dû avant tout à la politique de soutien des prix agricoles.

1. Cf. *Inflation et chômage*, op. cit. p. 2 et pp. 154-166.

2. *Ibidem*, pp. 174-181.

3. *Ibidem*, p. 169, tableau XXXVIII.

4. *Ibidem*, p. 109, tableau XXXI.

M. SOUPLET. — 1. L'agriculture subit de plein fouet l'inflation plus qu'elle n'est facteur d'inflation (prix fixés en début de campagne).

2. Garantie du consommateur.

3. Une agriculture à potentiel d'actifs relativement important est préférable à une agriculture industrielle et capitaliste et à une agriculture dirigée et collectiviste (la preuve en est faite).

4. Rôle plus grand des exportations agricoles dans la balance commerciale.

5. Refus d'assistance permanente mais volonté des agriculteurs d'être des moteurs de l'économie et des producteurs de matières premières.

6. L'agriculture est comparable à l'industrie lourde (rotation lente des capitaux et distorsion entre le volume des investissements tendent à un chiffre d'affaires de producteur).

Réponse. — 1. Il est certain que l'agriculture, comme toutes les autres branches, subit l'inflation, notamment sous la forme de la hausse des salaires, des intérêts et des prix des produits industriels qu'elle utilise. Elle est cependant aussi un facteur important et indépendant de l'inflation dans la mesure où les prix de certains de ses produits sont toujours fixés en hausse *même lorsqu'il s'agit des produits dont la production dépasse largement la demande*. Comme nous l'avons montré ce procédé est à l'origine d'un circuit inflationniste particulier dont les effets sont éminemment préjudiciables aux intérêts des agriculteurs eux-mêmes.

2. Le système actuel présente en effet l'avantage de garantir l'approvisionnement du consommateur, mais ce résultat est obtenu à un coût trop élevé pour l'économie toute entière.

3. Je pense aussi qu'une agriculture familiale prospère est de loin préférable à une agriculture industrielle et capitaliste et, à plus forte raison, à une agriculture dirigée et collectiviste. Cette dernière est d'ailleurs très inefficace ⁽¹⁾. Mais précisément le système actuel pousse l'agriculteur vers une industrialisation trop rapide ⁽²⁾. L'exploitation familiale doit bénéficier, dans certains cas bien déterminés, d'une aide directe de l'État. Elle doit en particulier être garantie contre les aléas météorologiques. Mais cette aide ne doit en aucun cas passer par le mécanisme des prix, dont elle entrave le fonctionnement.

4. Les exportations agricoles ne sont bénéfiques que dans la mesure où elles sont rentables pour l'ensemble de l'économie.

5. Le rôle des agriculteurs en tant que moteurs de l'économie sera plus important encore qu'il ne l'est aujourd'hui lorsque leurs efforts seront orientés vers la satisfaction des besoins réels de la population plutôt que vers la production d'excédents non vendables.

6. D'accord et c'est la raison pour laquelle l'agriculture doit bénéficier d'une sollicitude spéciale des pouvoirs publics. Mais, encore une fois, cela ne signifie pas que l'aide doit consister à faire monter les prix des produits excédentaires.

1. Cf. J. Marczewski, *Crise de la planification socialiste?* P.U.F., Paris 1973, pp. 13 à 46.

2. Cf. *Inflation et chômage*, op. cit., pp. 81 et 82.